

3.3 Les décideurs gouvernementaux et le contexte de leur utilisation des données probantes



Les décideurs gouvernementaux sont l'un des quatre principaux types de décideurs. Ils façonnent également la portée et les soutiens à la prise de décision par les leaders organisationnels, professionnels et citoyens, tout comme les leaders organisationnels peuvent le faire pour les professionnels et les citoyens, et les professionnels peuvent le faire pour les citoyens. Les leaders citoyens, comme la jeune militante écologiste suédoise Greta Thunberg, peuvent apparemment aussi façonner la portée de la prise de décision par les décideurs gouvernementaux, les leaders organisationnels et d'autres. Ici, nous présentons le contexte concernant la façon dont les décideurs gouvernementaux prennent des décisions, en utilisant des questions susceptibles de déceler des facteurs qui pourraient soutenir (ou décourager) leur utilisation des données probantes. Compte tenu de l'éventail de compétences en matière de politiques, de systèmes et d'analyse de politiques publiques nécessaires pour répondre à ces questions, certains intermédiaires de données probantes se concentrent exclusivement sur les décideurs gouvernementaux.

Questions	Exemples
Quels types de décisions prennent-ils ?	<ul style="list-style-type: none"> • Secteur national, intersectoriel national ou mondial (par exemple, en tant qu'État membre du système des Nations Unies) • Processus ponctuel versus continu avec des moments spécifiques de réévaluation • De manière routinière versus ad hoc (par exemple, ajouter un produit ou un service à un ensemble de services existant en utilisant des procédures établies par rapport à la création d'un nouvel ensemble de services) • Produits et services par rapport aux arrangements de gouvernance, financiers et de prestation de services qui déterminent si la bonne combinaison de produits et services parvient à ceux qui en ont besoin • Un instrument de politique par rapport à un autre (voir la section 7.1 pour des exemples d'instruments de politiques d'information/d'éducation, volontaires, économiques et juridiques)
Où et comment les décisions sont-elles prises ?	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau de gouvernement national, provincial/étatique ou local • Pouvoir exécutif, législatif ou judiciaire* du gouvernement <ul style="list-style-type: none"> ◦ Si exécutif : cabinet ou autre entité intergouvernementale, ministre ou secrétaire (et leur personnel politique) et fonctionnaires des agences centrales, ministères ou départements, agences gouvernementales et organismes de réglementation • Décision personnelle (commande), consultation, consensus ou vote • Contrainte de temps
Quels facteurs peuvent influencer la prise de décision ?	<ul style="list-style-type: none"> • Besoin d'un problème important, d'une politique viable et d'un environnement politique favorable pour inscrire un problème à l'agenda décisionnel • Prendre des décisions dans le cadre des contraintes institutionnelles (par exemple, les droits de veto et l'héritage des politiques passées), en affrontant la pression des groupes d'intérêt (par exemple, le soutien ou l'opposition de ceux qui risquent de gagner ou de perdre beaucoup), en considérant à la fois « ce qui est » (par exemple, analyse de données) et « ce qui devrait être » (valeurs), et à la lumière d'événements externes (par exemple, une crise économique)
Quelles « structures » peuvent fournir un moyen d'obtenir des données probantes (et d'institutionnaliser le soutien aux données probantes) ?**	<ul style="list-style-type: none"> • Unité interne de coordination pour l'appui aux données probantes et contribution à l'analyse des données, à l'évaluation, aux connaissances comportementales et à d'autres unités • Unités internes de conseillers scientifiques du gouvernement • Soutien aux données probantes externes par des groupes consultatifs, des comités d'évaluation, des commissions indépendantes, des conseils de surveillance, des comités d'examen et des groupes de travail techniques • Unités internes pour la budgétisation et la planification, le suivi, la vérification et l'enquête sur les plaintes (par exemple, l'ombudsman) • Soutien externe de cabinets de consultants • Soutien externe des unités d'orientation normative et d'assistance technique du système des Nations Unies et d'autres organisations multilatérales • Soutien externe des producteurs mondiaux de biens publics
Quels « processus » peuvent soutenir l'utilisation des données probantes ?**	<ul style="list-style-type: none"> • Budgétisation, planification et suivi • Politiques, procédures, manuels et autres outils pour prendre en charge les flux de travail • Critères d'embauche, critères d'évaluation des performances, critères de promotion, taux de roulement et développement des professionnels travaillant sur les politiques et les programmes, le personnel technique et le personnel de bibliothèques • Engagement des parties prenantes, du public et des médias, ainsi que sondages d'opinion • Débats législatifs et réunions de commissions • Élections et plateformes des partis politiques • Programmes d'action mondiaux et régionaux et cadres de responsabilisation

* La branche judiciaire du gouvernement considère les données probantes telles que conçues dans ce rapport comme des éléments présentés par des témoins experts et comme quelque chose à considérer avec d'autres témoignages ainsi que des preuves physiques (par exemple, empreintes digitales et ADN), des preuves matérielles (par exemple, des cartes et des photos) et des preuves documentaires (par exemple, des contrats et des entrées de journal).

** Certains de ces processus et structures sont explicitement liés aux données probantes tandis que d'autres peuvent être considérés comme des structures et des processus « généraux » où les données probantes peuvent être un apport utile.

De nombreuses synthèses de données probantes abordent les facteurs qui influencent l'utilisation des données probantes au gouvernement et les stratégies qui augmentent l'utilisation appropriée des données probantes au gouvernement, tandis que d'autres examinent des questions similaires pour la prise de décision dans les gouvernements et les organisations sans différencier explicitement les deux. Bon nombre des synthèses de données probantes portant sur les facteurs qui influencent l'utilisation des données probantes sont de qualité moyenne et se concentrent sur le secteur de la santé, bien que certaines portent sur de nombreux secteurs.(4; 5) Les synthèses de données probantes portant sur les stratégies ont tendance à être de meilleure qualité et axées sur le secteur de la santé.(6-9) Les études incluses dans ces synthèses de données probantes sont difficiles à mener pour de nombreuses raisons, notamment la difficulté d'identifier les personnes impliquées en coulisses dans la prise de décision de haut niveau, la difficulté d'obtenir leur participation étant donné la confidentialité et les contraintes de temps avec lesquelles beaucoup doivent travailler, la complexité des forces politiques concurrentes en jeu et le manque de mesures simples de l'utilisation des données probantes qui reflètent une compréhension des environnements politiques et peuvent être appliquées à grande échelle. Les essais contrôlés randomisés sont très peu fréquents, à quelques exceptions près comme l'essai SPIRIT(10), et les expériences naturelles sont très difficiles à évaluer de manière à établir des liens de causalité. Les synthèses de données probantes de qualité moyenne abordent également des questions complémentaires, telles que l'utilisation par les intermédiaires de données probantes d'une gamme de stratégies pour soutenir l'utilisation des données probantes dans l'élaboration des politiques dans le secteur de la santé, le soutien des groupes consultatifs techniques à l'élaboration de politiques et à la prise de décision concernant les programmes portant spécifiquement sur la vaccination, et les cultures d'utilisation des données probantes dans une gamme de secteurs non liés à la santé.(11-14)

D'un point de vue plus opérationnel, de nombreux gouvernements ont élaboré des manuels pour aider leur personnel à utiliser des données probantes.(15-17) Certaines vérifications de documents gouvernementaux ont permis de mieux comprendre les pratiques de citation de nombreux ministères.(18) Enfin, quelques études qui offraient de riches descriptions de l'utilisation des données probantes dans un seul gouvernement ont permis de faire la lumière sur ce à quoi cela peut ressembler « sur le terrain ».(19)



Leader organisationnel, Asma Al Manna'ei

Fonctionnaire expérimentée qui dirige l'amélioration de la qualité et gère la recherche et l'innovation dans un système de santé

Je travaille dans un environnement au rythme très rapide où les décisions doivent être prises sur la base des meilleures données probantes disponibles, idéalement présentées dans des formats adaptés pour des cadres très occupés. Ainsi, les parties du rapport de la Commission sur les données probantes qui sont les plus importantes pour moi sont celles qui pourraient aider nos autorités à développer les types de systèmes de soutien aux données probantes ultrarapides dont nous avons besoin à Abu Dhabi. Certains exemples incluent la **section 2.4** (les exemples d'approches pour prioriser les défis à relever, en particulier la dernière colonne sur les approches de COVID-END), la **section 4.7** (les produits vivants de données probantes, en particulier les synthèses vivantes de données probantes auxquelles nous pouvons revenir sans cesse), la **section 5.3** (les stratégies utilisées par les intermédiaires de données probantes, en particulier les services de données probantes rapides), et la **section 6.2** (les capacités équitablement réparties, en particulier comment nos propres processus internes peuvent mieux s'entrecroiser avec les normes et les orientations, l'assistance technique et les biens publics mondiaux). Si nous pouvons créer des « gains » qui répondent mieux à nos besoins actuels, j'espère que nous pourrions ouvrir sur la nécessité de travailler sur plusieurs horizons temporels. Il ne fait aucun doute que nous pouvons mieux anticiper les défis et aider à constituer une base de données locales tout en examinant ce qui a été appris dans les pays du Conseil de coopération du Golfe, dans notre région et ailleurs dans le monde.

